



CAHIER DES CHARGES

CONTROLES COMPTABLES DES MARCHES DU CEA

Réf. DFP-DFC-MLB-CDC-AUDIT FI-2025

Emetteur :

Direction financière et des programmes (DFP)

Direction déléguée à la Fiscalité, à la Douane, à la Comptabilité et à la Trésorerie (DFDCT)

SOMMAIRE

1. PRESENTATION DU CEA.....	3
2. CONTEXTE DE LA PRESTATION.....	4
2.1 – La comptabilité au CEA	4
2.2 – Objet et périmètre du cahier des charges.....	5
3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES	5
3.1 – Contenu des prestations	5
3.2 – Volumétrie	6
4. DESCRIPTION DES PROFILS ATTENDUS.....	7
5. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
5.1 – Durée des Prestations.....	7
5.2 – Lieu des Prestations	7
5.3 – Suivi des prestations - Obligation d'information du Titulaire.....	8
5.4 – Documents à remettre au titre des prestations	8

1. PRESENTATION DU CEA

Le CEA, Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, est un organisme public de recherche qui exerce ses missions dans quatre grands domaines : la défense et la sécurité, les énergies bas carbone (nucléaire et renouvelables), la recherche technologique à des fins de diffusion vers l'industrie et la recherche fondamentale en sciences de la matière et sciences de la vie. Ses résultats de recherche ont vocation à irriguer le tissu industriel et économique national.

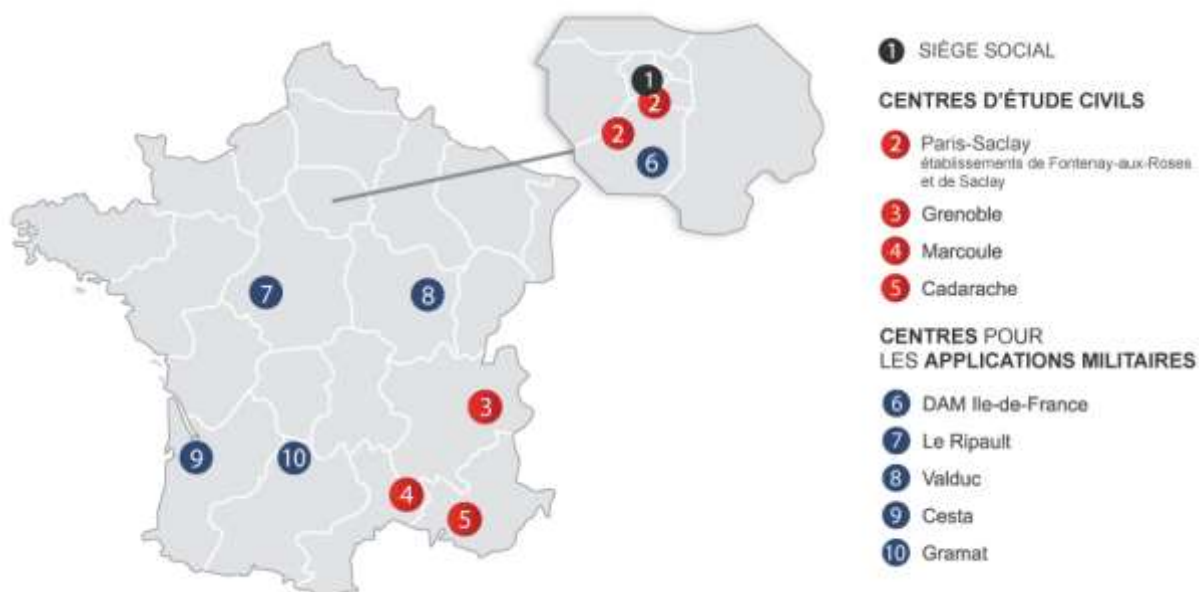
Le CEA est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel. Son statut et ses missions sont définis par les dispositions de l'ordonnance n°2004-545 du 11 juin 2004 intégrées aux articles L.332-1 à L.332-7 du Code de la recherche. Il est placé sous la tutelle des ministres chargés de l'énergie, de la recherche, de l'industrie et de la défense. Le budget 2024 du CEA était de 6,4 Md€.

Le CEA exerce les quatre missions principales suivantes, lesquelles ont été réaffirmées par le décret n° 2016-311 du 17 mars 2016 relatif à son organisation et son fonctionnement :

- Conduire des travaux de Recherche et Développement (R&D) dans le domaine des énergies bas carbone (nucléaire et énergies renouvelables). Dans ce cadre, le CEA apporte aux pouvoirs publics et aux industriels de la filière nucléaire, les éléments d'expertise et d'innovation pour permettre une production d'électricité nucléaire durable, sûre et économiquement compétitive. Il conduit ses recherches selon trois axes majeurs : l'optimisation des installations nucléaires industrielles actuelles, la conception des systèmes nucléaires du futur, et la mise en œuvre des grands outils expérimentaux et de simulation indispensables à ces études. Les recherches du CEA visent par ailleurs à mettre au service des industriels ses compétences et son savoir-faire, dans le cadre de la transition énergétique, avec des systèmes digitaux et décentralisés associant le solaire à très haut rendement, le stockage de courte et longue durée, la gestion intelligente du réseau et l'efficacité énergétique.
- Assurer les éléments centraux de la dissuasion nucléaire française. Dans le cadre des lois de programmation militaire, le CEA conduit les programmes nécessaires pour garantir la pérennité de la dissuasion nucléaire française, en tant que maître d'ouvrage des têtes nucléaires et des réacteurs de propulsion nucléaire (sous-marins, porte-avions). Il met en œuvre le programme « Simulation », qui s'appuie sur d'importants moyens expérimentaux et de calcul.
- Assurer une diffusion technologique vers l'industrie au service de la compétitivité de la France, dans le cadre des grandes transitions à l'œuvre dans l'industrie et dans la société : transition énergétique, transition numérique (composants pour le calcul haute performance et l'internet des objets, traitement de données massives, usine numérique) et transition biotechnologique

(développement de dispositifs et protocoles pour le diagnostic et le traitement dans le domaine de la santé).

- Mener une recherche fondamentale d'excellence, dans les domaines de la physique, des sciences des matériaux, de la chimie, de la biologie et de la santé, et contribuer à la conception et la réalisation de très grands instruments de recherche.



2. CONTEXTE DE LA PRESTATION

2.1 – La comptabilité au CEA

En tant qu'EPIC, le CEA est autorisé à assurer sa gestion financière et à présenter sa comptabilité suivant les règles et usages du commerce.

Les comptes sociaux du CEA sont dès lors établis suivant les principes et méthodes du Plan Comptable Général conforme au règlement ANC N°2014-03, homologué par arrêté du 8 septembre 2014, publié au JO du 15 octobre 2014.

La Direction Déléguée à la Fiscalité, à la Douane, à la Comptabilité et à la trésorerie est en charge de toute la comptabilité du CEA.

2.2 – Objet et périmètre du cahier des charges

Le présent cahier des charges définit les attendus de la Direction Déléguée à la Fiscalité, à la Douane, à la Comptabilité et à la trésorerie du CEA correspondant à la clause de contrôle comptable figurant dans les marchés du CEA. Ces prestations seront confiées à un cabinet d'audit.

Les prestations à réaliser doivent être en tous points conformes aux spécifications décrites dans le présent cahier des charges.

Le périmètre de la prestation concerne les centres civils du CEA et les centres dépendant de la Direction des Applications Militaires (DAM) du CEA.

3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

3.1 – Contenu des prestations

Les prestations demandées concernent des missions ponctuelles relatives à des contrôles comptables liés à une clause contractuelle figurant dans certains de nos marchés. Ces demandes sont exprimées par les Directions Opérationnelles, les Centres CEA ou des demandes provenant de la Commission consultative des marchés.

Dans les marchés du CEA figurent un article spécifique à ce contrôle, rédigé comme suit :

« Le Titulaire [le Prestataire du marché] s'engage à :

- *Isoler dans sa comptabilité les opérations se rapportant à l'exécution de l'accord-cadre et permettant de dégager :*
 - *Les dépenses afférentes aux approvisionnements de toutes natures destinées à entrer dans la composition des travaux ou des fournitures objet de l'accord-cadre,*
 - *Les frais concernant la main-d'œuvre effectivement et exclusivement employée à l'exécution desdits travaux ou fournitures,*
 - *L'intégralité des autres charges individualisées directement applicables au à l'accord-cadre y compris douanières,*
 - *Toutes les charges dites indirectes imputables pour partie seulement à l'accord-cadre y compris fiscales.*
- *Produire, sur simple demande, ses comptes généraux et le compte de résultat du présent accord-cadre accompagné des principales justifications.*
- *Présenter sur place, si le CEA le juge utile, la totalité des pièces justificatives de ces dépenses et notamment les propositions et factures de ses sous-traitants et les feuilles d'attachement de son personnel.*

- *Obtenir de ses fournisseur et sous-traitants et produire à la demande du CEA ou de son mandataire, les mêmes justifications sur le coût réel des fournitures ou travaux réalisés par ces derniers.*
- *Si après mise en demeure, le Titulaire s'abstient de communiquer des pièces ou documents, donne des renseignements erronés ou met obstacle à la vérification, le CEA peut décider la suspension des paiements à intervenir dans la limite de 1/10ème du montant hors taxe de l'accord.*
- *En cas de manquement du Titulaire à ses obligations, la résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire peut être prononcée de plein droit par le CEA, sans formalités et sans préjudice de tous dommages et intérêts éventuels. »*

Lors du déclenchement d'un contrôle comptable, le CEA adresse ses attendus au titulaire qui fournit en retour un devis détaillé, dans un délai de cinq jours calendaires, faisant apparaître :

- La proposition technique du titulaire pour répondre aux objectifs et aux résultats attendus par le CEA ;
- Le planning prévisionnel de réalisation des prestations ;
- La proposition financière forfaitaire précisant : le nombre d'heures d'intervention par profil, les taux horaires associés et les frais de déplacement éventuels.

Le devis est soumis à l'accord préalable du CEA et, une fois accepté par celui-ci, revêt un caractère ferme et forfaitaire.

Le Titulaire organisera une réunion d'enclenchement pour chacun de ces contrôles de marchés avec le projet CEA demandeur et le Directeur Déléguée à la Fiscalité, à la Douane, à la Comptabilité et à la trésorerie ou son représentant. Il sera aussi certainement conduit à se déplacer dans les locaux du Prestataire audité pour une partie de ses travaux. Il devra également prévoir une réunion finale pour faire part de ses conclusions avec les mêmes acteurs.

3.2 – Volumétrie

Le volume des contrôles comptables de marchés, basé sur le retour d'expérience du CEA des 3 dernières années, est estimé à deux ou trois par an.

Ces estimations sont données à titre purement indicatif et ne constituent en aucun cas un engagement de la part du CEA.

4. DESCRIPTION DES PROFILS ATTENDUS

Les profils que le titulaire devra pouvoir mettre à disposition pour l'exécution des prestations sont les suivants :

Profil	Description du rôle dans l'exécution des prestations	Niveau d'expérience dans les prestations concernées
1- Assistant / Assistant confirmé	L'assistant intervient en soutien aux profils 1, 2, 3 et 4.	1 à 2 ans d'expérience
2- Senior / Senior expérimenté	Expérience permettant d'avoir des compétences solides pour la prestation de contrôle comptable	3 à 4 ans d'expérience
3- Manager	Pratique courante de méthodologies liées aux prestations et à la réalisation des livrables mentionnés	5 à 8 ans d'expérience
4- Senior Manager	Parfaite maîtrise des règles de la certification financière de projets européens.	9 ans et plus d'expérience
5- Associé	Chargé d'encadrer la prestation.	15 ns et plus d'expérience

5. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 – Durée des Prestations

La durée de l'accord-cadre est de quatre (4) ans fermes.

Le début des prestations est prévu à compter du 16 mai 2025.

5.2 – Lieu des Prestations

L'accord-cadre sera exécuté dans les locaux du Titulaire, en liaison avec la Direction déléguée à la Fiscalité, à la Douane, à la Comptabilité et à la trésorerie. Il pourra toutefois intervenir dans le Centre concerné et au sein des locaux du prestataire audité, si nécessaire, pour le bon déroulement du contrôle.

5.3 – Suivi des prestations - Obligation d'information du Titulaire

Une réunion de lancement, des réunions de suivis et une réunion de clôture de la prestation seront organisées entre le Titulaire et le CEA dans les conditions prévues à l'accord-cadre.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire s'engage à signaler immédiatement au responsable de la Direction Déléguée à la Fiscalité, à la Douane, à la Comptabilité et à la trésorerie du CEA toute anomalie, incident ou accident de toute nature survenu lors de la réalisation des prestations.

5.4 – Documents à remettre au titre des prestations

Chaque prestation donnera lieu à l'établissement des documents suivants (dit « livrables »), lesquels conditionneront le paiement final de la prestation :

- Rapport d'audit,
- Compte-rendu des réunions associées à l'audit.